

FIPECO le 07.05.2024
Les commentaires de l'actualité

Le financement public de l'investissement dans la zone euro en 2023

François ECALLE

Le financement public de l'investissement désigne dans cette note la somme des investissements réalisés par les administrations publiques et des aides à l'investissement qu'elles versent aux entreprises, privées ou publiques, et aux ménages. Ces investissements et ces aides peuvent être eux-mêmes financés pour partie par des subventions européennes.

Le financement public de l'investissement a été relativement stable, en pourcentage du PIB, dans la zone euro dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Il a connu un pic en 2009, sous l'effet des plans de relance et de la baisse du PIB, puis une baisse importante jusque vers 2016. Malgré une remontée à partir de 2017, il était encore en 2019 au-dessous de son niveau de 2006-2007 en moyenne dans la zone euro.

De 2019 à 2023, rapporté au PIB, le financement public de l'investissement a augmenté de 1,5 point en moyenne dans la zone euro (0,4 point pour la FBCF des administrations publiques et 1,1 point pour les aides à l'investissement), de 0,5 point en France, de 1,1 point en Allemagne, de 5,7 points en Italie, de 1,2 point en Espagne. Il a légèrement baissé aux Pays-Bas (- 0,1 point).

En Italie, ce sont les aides à l'investissement qui ont augmenté très fortement (+ 4,8 points de 2019 à 2023), sous l'effet notamment d'un crédit d'impôt en faveur des investissements dans la rénovation thermique des logements.

En moyenne dans la zone euro, le financement public de l'investissement a nettement dépassé en 2023 son niveau d'avant la crise de 2008-2009 en pourcentage du PIB.

En pourcentage du total des dépenses publiques, il est passé de 7,7 % en 2019 à 10,2 % en 2023 dans la zone euro, de 9,1 % à 9,6 % en France, de 7,3 % à 9,1 % en Allemagne et de 6,4 % à 15,9 % en Italie.

Cette croissance du financement public de l'investissement devrait satisfaire les économistes qui l'appelaient de leurs vœux mais encore faut-il que l'utilité de ces investissements soit assurée.

Avec un financement public de l'investissement représentant 5,5 % du PIB, la France est au 7^{ème} rang de la zone euro en 2023. Ce financement représente 4,4 % du PIB en Allemagne, 8,8 % en Italie, 3,7 % en Espagne et 3,5 % aux Pays-Bas. La moyenne de la zone euro est à 5,1 % du PIB.

A) La définition de l'investissement public

Les comptes nationaux permettent de connaître la « *formation brute de capital fixe* » (FBCF) des administrations publiques (119,7 Md€ en 2023 en France), qui est constituée de leurs acquisitions, nettes des cessions, d'actifs corporels et incorporels (comme les dépenses de recherche et développement). Les [administrations publiques](#) (APU) ne comprennent pas les entreprises publiques du secteur marchand, c'est-à-dire celles dont les ventes couvrent plus de la moitié de leur coût, comme EDF. Leurs investissements ne sont donc pas compris dans la FBCF des APU alors qu'ils sont souvent considérés comme des investissements publics.

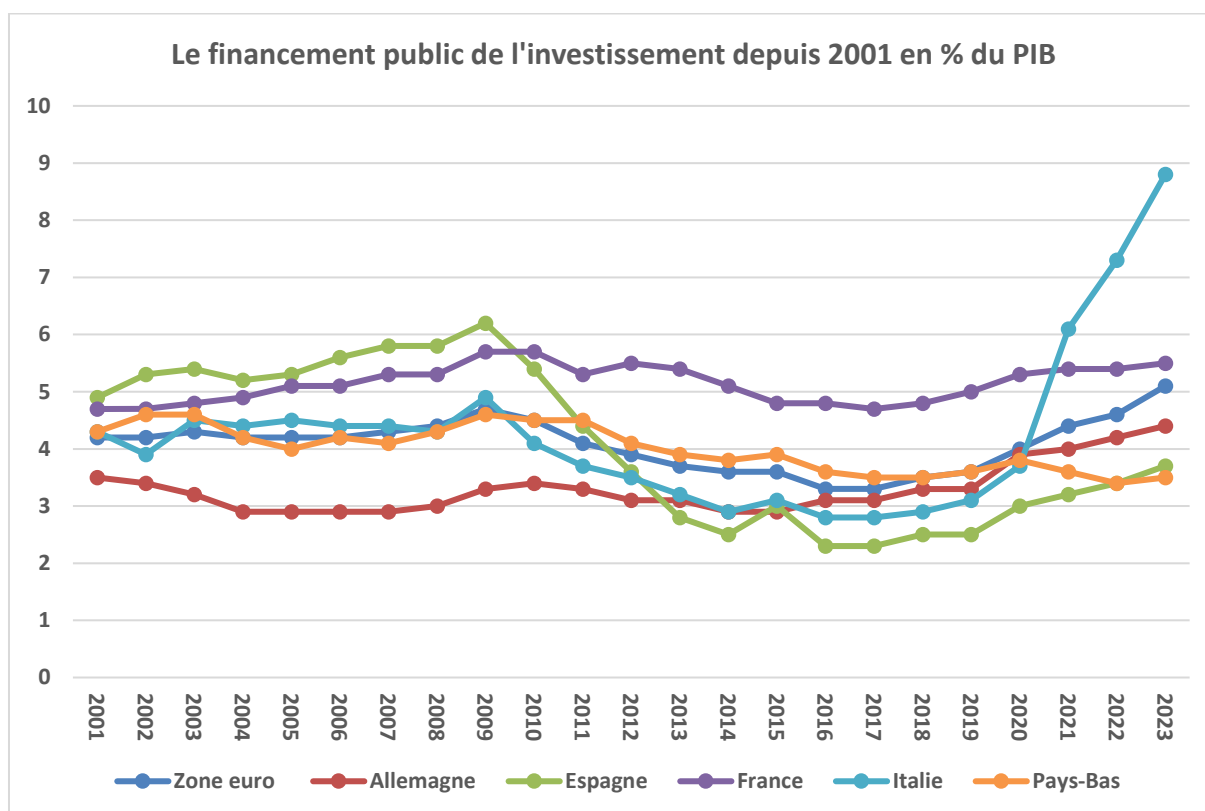
On peut noter que SNCF Réseau est classé dans les APU et que toutes ses dépenses, notamment ses investissements, sont incluses dans les dépenses publiques depuis un « changement de base » opéré par l'Insee en mars 2024 qui se traduit par une réestimation à la hausse de la FBCF des APU pour les années antérieures à 2023. En revanche, SCNF Mobilités est une société non financière en comptabilité nationale.

Il est possible d'identifier dans les comptes nationaux les subventions d'investissement versées par les APU à d'autres secteurs (33,5 Md€ en 2023 en France). Elles comprennent celles qui sont attribuées aux entreprises publiques du secteur marchand, comme SNCF Mobilités, mais aussi celles attribuées aux entreprises privées et aux ménages. Elles peuvent être ajoutées à la FBCF des APU pour mesurer la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement¹, ce qui conduit à un financement public de l'investissement d'un montant de 153,2 Md€ en France en 2023, soit 5,5 % du PIB².

¹ Une partie de ces investissements est toutefois financée par des aides européennes.

² Le financement public de l'investissement ainsi défini n'intègre pas les investissements réalisés par des entreprises privées dans le cadre de concessions de services publics, par exemple ceux des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En revanche, les investissements réalisés dans le cadre de partenariats publics privés sont souvent inclus dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

B) Le financement public de l'investissement de 2001 à 2023



Source : Eurostat ; FIPECO. Formation brute de capital fixe et aides à l'investissement.

1) Les années 2001 à 2019

Le financement public de l'investissement, ainsi entendu, a été relativement stable en moyenne dans la zone euro, en pourcentage du PIB, dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Ensuite, il a d'abord connu un pic en 2009, sous l'effet des mesures de relance et de la diminution du PIB en valeur, puis une baisse importante jusque vers 2016. L'investissement public en Allemagne est toutefois resté à peu près au même niveau, plutôt faible, qu'avant la crise de 2008-2009. En revanche, il a fortement baissé dans certains pays comme l'Espagne et, à un moindre degré, l'Italie. Sa diminution en France a été un peu moins forte que pour la moyenne de la zone euro.

Si une remontée est observable à partir de 2017, il était encore en 2019 en moyenne dans la zone euro au-dessous de son niveau de 2006-2007. Il était toutefois nettement au-dessus de ce niveau en Allemagne et à peu près à ce niveau en France.

2) Les années 2019 à 2023

De 2019 à 2023, rapporté au PIB, le financement public de l'investissement a augmenté de 1,5 point en moyenne dans la zone euro (0,4 point pour la FBCF des administrations publiques et 1,1 point pour les aides à l'investissement), de 0,5 point en France, de 1,1 point en Allemagne, de 5,7 points en Italie, de 1,2 point en Espagne. Il a légèrement baissé aux Pays-Bas (- 0,1 point).

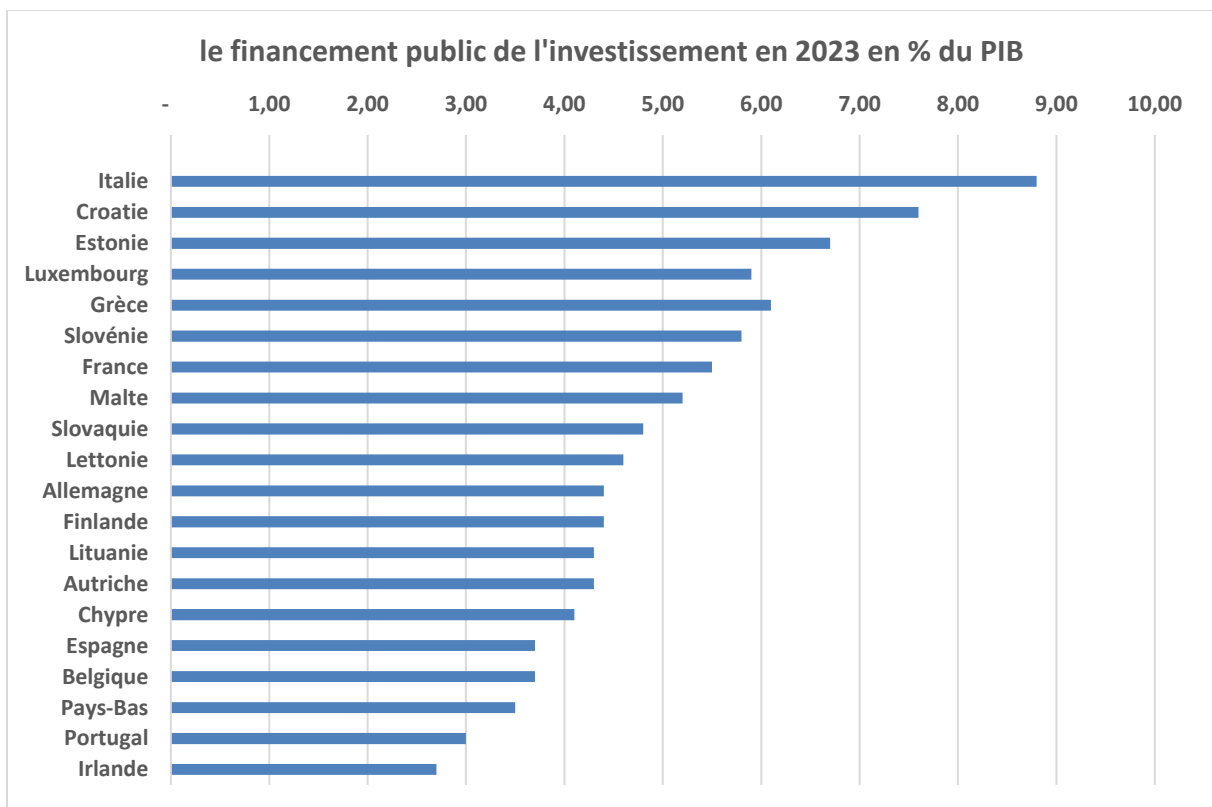
En Italie, ce sont les aides à l'investissement qui ont augmenté très fortement (+ 4,8 points de 2019 à 2023), sous l'effet notamment d'un crédit d'impôt en faveur des investissements dans la rénovation thermique des logements. Malgré les financements européens, ces aides à l'investissement expliquent une grande part du fort déficit public italien de 2023 (7,4 % du PIB).

En moyenne dans la zone euro, le financement public de l'investissement a nettement dépassé en 2023 son niveau d'avant la crise de 2008-2009 en pourcentage du PIB.

En pourcentage du total des dépenses publiques, il est passé de 7,7 % en 2019 à 10,2 % en 2023 dans la zone euro, de 9,1 % à 9,6 % en France, de 7,3 % à 9,1 % en Allemagne et de 6,4 % à 15,9 % en Italie.

C) Le financement public de l'investissement en 2023

Avec un financement public de l'investissement représentant 5,5 % du PIB, la France est au 7^{ème} rang de la zone euro en 2023. Ce financement représente 4,4 % du PIB en Allemagne, 8,8 % en Italie, 3,7 % en Espagne et 3,5 % aux Pays-Bas. La moyenne de la zone euro est à 5,1 % du PIB.



Source : Eurostat ; FIPECO. Formation brute de capital fixe et aides à l'investissement.